

Publié le 28/12/2012 à 06h00

Par **Isabelle Castéra**

Bordeaux

La précarité sous la loupe

Les deux ministres Cécile Duflot et Michèle Delaunay ont investi hier des lieux d'hébergement d'urgence et ont débattu sur les difficultés rencontrées à Bordeaux.



La ministre Cécile Duflot hier soir, aux prises avec les militants du Droit au logement de Bordeaux. (Photo Philippe Paris)

Au pas de course certes, mais les oreilles et les yeux bien ouverts. Après Mérignac, Cécile Duflot, ministre du Logement, et Michèle Delaunay, ministre « des âgés » ont rejoint Bordeaux. Visite de centre d'hébergement de la rue Dupas, rive droite, puis du même côté de la Garonne, du foyer Tregey. Les rescapés de l'hiver ont observé ce remue-ménage de bonne grâce. Conscients qu'ils étaient hier au centre des préoccupations.

C'est au Centre d'accueil, d'information et d'orientation de Bordeaux (Caio) rue du Noviciat, sur la plate-forme du 115 que les ministres ont pu se poser enfin, pour partager l'état des lieux des responsables d'associations bordelaises. De la Ville de Bordeaux, seule présence notable Alexandra Siarri, adjointe aux nouvelles précarités. Pierre Hurmic, élu Europe Écologie-Les Verts a fait aussi le détour pour soutenir sa ministre.

Dans la rue du Noviciat, une délégation du Droit au logement (DAL), de Bordeaux bat le pavé. Bien décidée à se faire entendre.

100 places d'hébergements

Pendant ce temps, Cécile Duflot annonce la couleur : « J'ai discuté avec le maire de Bordeaux, et là, en présence du président de la CUB, Vincent Feltesse je veux rappeler qu'il faudra répartir des petits centres d'accueils hors Bordeaux. Il faut travailler sur des projets, dont la mission sera de les pérenniser. Nous allons sortir de la logique de gestion de la précarité au thermomètre. Soyons honnêtes, dormir dehors n'est pas plus supportable à 3° qu'à 3°. Nous devons anticiper, réfléchir. Bordeaux manque cruellement de logement social, on me dit que c'est qu'elle n'a pas été bombardée. Du coup... On ne

va pas bombarder Bordeaux pour créer des logements sociaux ? En revanche, nous devons travailler sur la question des logements vacants. Bordeaux sera ville pilote dans l'Observatoire des loyers qui se met en place. »

La ministre a annoncé aussi 100 places d'hébergement d'urgence en plus sur l'agglomération, cet hiver. « De fait, répond Alexandra Siarri. Il s'agit des gymnases Palmer et Gouffrand. Quid des solutions pérennes ? » L'adjointe bordelaise a questionné Cécile Duflot sur la situation des sans-papiers. « Nous avons en ce moment sept femmes enceintes accueillies au foyer Leydet. Elles n'ont pas de papiers. Cette question est taboue, mais elle est essentielle pour traiter la question dans sa globalité. »

Il est dit que 50 % des personnes accueillies sur le dispositif hivernal de la CUB cette année, sont des sans-papiers. Vincent Feltesse rappelle que 30 000 demandes de logement social sont en attente dans l'agglomération bordelaise, tandis qu'un militant d'association rétorque qu'à Bordeaux 7 % des logements sont vacants, un chiffre parmi les plus hauts en France. La réunion s'achève autour de la plate-forme du 115, où le téléphone ne s'interrompt jamais. 500 appels par jour à traiter.

« **Connaître les squats** »

En partant, Cécile Duflot est cueillie par les militants du DAL. « Nous avons tenté le 22 décembre de réquisitionner un ex-bâtiment public rue Thiac. Vous avez fait une annonce de réquisition concernant Paris et Marseille. Pourquoi pas Bordeaux ? Après vos déclarations nous attendons des actes. » « Pas si simple a rétorqué la ministre. Il faut quatre mois de délai pour réquisitionner un bâtiment. Et puis, à Bordeaux, les asso affirment qu'il n'y a plus de familles à la rue aujourd'hui. » « Faux ! s'insurge le DAL. Le 115 les renvoie sur nous, parce qu'on est censé connaître les squats ! » La voiture de la ministre a filé dans la nuit.

Lire également en page 7.